

2 Le 30^e anniversaire de l'UQAM tout en musique

3 Recherches

5 Des colloques à venir

11 Les Cours du samedi : cinquante ans déjà



Formation en gestion

Dix ans de coopération avec la Pologne... et ça continue!

Des représentants de l'École centrale de commerce de Varsovie (WSE) et de l'UQAM ont signé récemment un protocole d'entente visant à poursuivre et à renforcer leur coopération en matière de formation et de perfectionnement en sciences de la gestion, d'échanges de professeurs et d'étudiants, et de projets de recherches conjoints. En outre, les deux institutions envisagent d'élargir leur collaboration au-delà même du domaine académique, en développant des services de consultation pour les entreprises canadiennes et polonaises intéressées respectivement par les marchés de l'Europe de l'Est et de l'Amérique du Nord. Ainsi, après 10 années de fructueuse coopération, qui ont permis, notamment, de moderniser l'infrastructure et les programmes de gestion au sein de l'institution d'enseignement polonaise, l'UQAM et la WSE n'entendent pas en rester là, loin s'en faut...!

Une collaboration qui a porté des fruits

Tout a débuté en 1989, avec la participation d'un groupe d'étudiants inscrits en sciences administratives à un séminaire organisé par la WSE.



Dans l'ordre habituel, M. Marian Geldner, vice-recteur à la coopération internationale (WSE), Mme Irena E. Kotowska, professeure et coordonnatrice du Programme canadien de MBA pour cadres à la WSE, M. Sergio Marchi, ministre canadien du Commerce international, la rectrice de la WSE, Mme Janina Jozwiak, et M. Michel Librowicz, professeur à l'École des sciences de la gestion de l'UQAM et coordonnateur du Projet Pologne.

Alors même que la Pologne connaît d'importantes transformations économiques, s'amorce une solide coopération canado-polonaise visant, entre autres, la formation de gestionnaires polonais. Réunissant la WSE, l'UQAM, ainsi que différents partenaires canadiens, le projet s'est vu octroyer, par l'ACDI, une subvention s'élevant à plus de 6 M \$ pour la période 1991-2001. « Cette initiative de

coopération internationale a été la première du genre à l'UQAM et la plus importante en terme de durée du financement », a tenu à rappeler celui qui en est depuis le début le coordonnateur, le professeur Michel Librowicz.

Le projet, outre le fait qu'il a donné naissance à une trentaine de

Voir Pologne en page 10

Poste de doyen à l'ESG

Un appui significatif à Jean Ducharme

L'École des sciences de la gestion (ESG) aura bientôt son doyen, le professeur du département des sciences administratives, Jean Ducharme. Les résultats du scrutin qui s'est déroulé du 22 au 28 mars indiquent que, dans chacune des catégories de votants, M. Ducharme a récolté une majorité très confortable des voix exprimées, soit 72 % chez les professeurs, 88 % chez les chargés de cours, 78 % chez les employés de soutien et 100 % du côté des étudiants. Le taux de participation s'avère relativement intéressant chez les professeurs (45,8 %) et les employés de soutien (43,5 %). Toutefois, comme à l'automne lors des élections des doyens des autres Facultés, les chargés de cours se sont exprimés dans une faible proportion (7,6 %). Chez les étudiants, la participation est désolante : trois étudiants sur 11 284 ont exercé leur droit de vote.

Au lendemain de l'annonce des résultats, M. Ducharme est heureux. « Suffisamment de personnes dans la collectivité m'appuient; c'est un résultat encourageant. Je suis bien content, même si j'aurais souhaité que la participation des étudiants soit significative. » Le 31 mars, le comité de sélection de l'ESG a, à l'unanimité, recommandé au Conseil académique la nomination de M. Ducharme au poste



Le professeur du département des sciences administratives Jean Ducharme.

de doyen de l'École. Sous réserve de l'approbation des résultats du scrutin par les instances concernées (le Conseil académique, la Commission des études et le Conseil d'administration), M. Ducharme devrait entrer en fonction le 1^{er} juin prochain.

Diplômé de Laval et d'Ottawa (MBA, M.Ph.), le professeur Ducharme a joint l'UQAM en 1980 où il a occupé des postes de responsable de

Voir ESG en page 10

Le budget de l'UQAM bientôt déposé

Le 18 mai prochain, la Direction présentera au Conseil d'administration le scénario budgétaire qu'elle vient d'élaborer pour les quatre prochaines années. Au moment de mettre sous presse, le Journal apprenait que des rencontres d'information avec les représentants des divers groupes devaient figurer au programme de la présente semaine et qu'un communiqué de la rectrice serait émis.

Respect des engagements

Précisons d'emblée qu'en dépit d'une conjoncture économique qui demeure difficile, l'UQAM compte renouveler le corps professoral, poursuivre l'intégration des chargés de

cours et préserver l'emploi du personnel de soutien. L'Université entend également tout mettre en oeuvre pour contenir le déficit sans pour autant compromettre les objectifs académiques, la qualité de la formation et le développement des activités de recherche et de création.

Le scénario proposé

Alors que le déficit d'opération prévu était de l'ordre de 18,2 M \$, on envisage réduire ce dernier à 8,8 M \$ pour l'exercice en cours. En plus de faire des économies grâce au rajeunissement du corps professoral, l'UQAM entend également économiser 3,25 M \$ par une programmation

renouvelée et plus efficiente et par l'optimisation des fonctions de soutien. Parallèlement, elle compte réajuster ses objectifs de revenus (3 M \$) et cibler de nouveaux investissements stratégiques (1,275 M \$), comme par exemple l'encadrement des étudiants, les bourses de cycles supérieurs, le soutien à la recherche / création, ainsi que l'intégration des NTIC et le recrutement.

Les crédits du MEQ

En ce qui a trait au dernier budget provincial et au sursis qu'il accor-

Voir Budget en page 10

Vote en Arts et en Éducation

Du 12 au 18 avril, les membres des Secteurs des arts et de l'éducation sont invités à voter afin d'élire leurs doyens respectifs. Professeurs, chargés de cours, employés de soutien et étudiants peuvent exprimer leur choix par téléphone, grâce au système VOTEL. Quatre candidats briguent les suffrages : le doyen intérimaire Georges Laferrière et le directeur de la maîtrise en art dramatique André G. Bourassa, au Secteur des arts; le doyen intérimaire Jocelyn R. Beausoleil et le

directeur du département des sciences de l'éducation Marc Turgeon, au Secteur de l'éducation. Les résultats du scrutin seront dévoilés dans la semaine du 19 avril.

Comme ce fut le cas dans les quatre autres Facultés et Secteurs, le Journal a invité les candidats à présenter leur programme aux lecteurs. Voir « Le mot des candidats », en pages 6 et 7.

Site web du BRI L'UQAM à la carte

Le site web du Bureau de la recherche institutionnelle (BRI) de l'UQAM, inauguré il y a deux mois à peine, compte déjà plus de 1 500 visiteurs. Pour qui n'aurait pas encore exploré ce site, sachez qu'il recèle, dans ses pages Intranet, une véritable mine de renseignements sur l'Université. En effet, on y trouve une cartographie sommaire de l'UQAM qui regroupe une foule de données sur la population étudiante, les programmes de formation, les activités de recherche, les ressources humaines et financières, et ce, pour chaque secteur ou faculté. À titre d'exemple, y figurent des données sur : l'âge et le profil socio-économique de la clientèle étudiante; l'évolution des taux d'inscription et d'abandon dans les différents programmes; les effectifs enseignants, administratifs et de soutien; le financement de la recherche; les champs de spécialisation des départements; etc. Ce document de près de 200 pages représente en fait les premiers pas d'une planification stratégique en vue, notamment, d'éclairer les discussions à venir, à l'UQAM, en

matière de choix d'orientation et de programmation.

Un travail de longue haleine

Mme Lise Carrière, directrice du BRI, rappelle que ce dernier fait dorénavant partie du Vice-rectorat à la recherche, à la création et à la planification. « La planification, dira-t-elle, ça part d'une connaissance de ce que l'on est! Or, il n'y avait pas, à ce jour, de document réunissant les informations nécessaires pour avoir une telle vue d'ensemble, mais plutôt beaucoup de données éparses ». Tellement éparses, en fait, qu'il aura fallu près de six mois à Mme Carrière, ainsi qu'à Jean-Vianney Bergeron et Pierre Feuvrier, pour mener le dossier à terme : « Le document a été monté à bout de bras, à partir de chiffriers Excel, de données sur papier, bref, d'informations disséminées un peu partout et sur différents supports ».

Un outil de travail

La cartographie, selon Mme Carrière, est d'abord et avant tout un

outil de travail : « C'est un portrait factuel et non un document analytique. Ce sont les secteurs, les départements, bref, les divers intervenants qui pourront contextualiser les données, en tirer des conclusions, des diagnostics, etc. » Par ailleurs, la directrice tient à rappeler que la cartographie demeure encore *sommaire* : « On est conscient des limites... Il s'agit d'un début de vision d'ensemble. Il faudra éventuellement reprendre nos travaux afin de poursuivre l'ajout d'indicateurs », de conclure celle qui rêve de voir le BRI devenir un jour « un véritable entrepôt de données ». Dans l'intervalle, le site web vaut le coup d'oeil, d'autant plus que l'équipe du BRI vient d'y inclure de nombreux textes touchant la formation et la recherche, ainsi que des « fiches départementales » qui contiennent des données diverses sur les départements ainsi que sur les programmes.

Sur Internet :

<http://www.bri.uqam.ca/>

Concerts pour célébrer le 30^e anniversaire de l'UQAM

Le département de musique, afin de souligner le 30^e anniversaire de l'Université, organise deux concerts (les derniers d'une série de quatre) qui se tiendront le mardi 13 avril à 20 h à la Place des arts (5^e salle), et jeudi le 15 avril à 20 h à la Salle des Boisées du pavillon Judith-Jasmin (J-2805). Un premier concert, tenu récemment, visait aussi à célébrer les 20 ans d'enseignement de Pierre Jasmin, professeur de piano à l'UQAM. Des diplômés en musique, soit de jeunes pianistes ayant en commun d'avoir étudié avec M. Jasmin, avaient alors interprété « des musiques du siècle qui s'achève » à la Salle Pierre-Mercure du Centre Pierre-Péladeau. La soirée s'était déroulée sous la présidence d'honneur de Mmes Lynn Drapeau et Marie Archambault, vice-rectrice à la formation et directrice



On reconnaît, de gauche à droite, M. Pierre Jasmin, professeur de piano au département de musique, Mme Maryvonne Kendergi, cofondatrice de la Société de Musique Contemporaine du Québec, M. Georges Laferrrière, doyen intérimaire du Secteur des arts, et Mme Marie Archambault, directrice du Bureau des diplômés de l'UQAM.

du Bureau des diplômés de l'UQAM. Étaient également présents, Maryvonne Kendergi et Michel

Duchesneau, respectivement cofondatrice et directeur de la Société de Musique Contemporaine du Québec.

À l'occasion de ce dernier numéro de l'année universitaire 1998-1999, l'équipe du Journal *L'UQAM* tient à remercier tous ses fidèles lecteurs et lectrices de leur indéfectible soutien.

Les membres de la rédaction : Claude Gauvreau, Michèle Leroux, Céline Séguin et Claire Boulrice; les graphistes, Pierre Faucher, André Gerbeau et Alain Mongeau; les photographes, Jean A. Martin et Sylvie Trépanier; le représentant publicitaire, Rémi Plourde, la secrétaire France Brûlé, ainsi que le directeur Jean-Pierre Pilon, vous souhaitent une agréable période estivale.



Nouveau programme court



Un programme court en gestion des organismes sans but lucratif (OSBL), comportant neuf crédits, sera désormais offert au Centre d'études universitaires de l'UQAM à Laval. En effet, l'École des sciences de la gestion et la Corporation de développement communautaire de Laval ont signé dernièrement un protocole d'entente dans le but d'offrir aux responsables d'organismes sans but lucratif une formation universitaire visant à améliorer

leurs habiletés et leurs compétences en gestion. On aperçoit, sur la photo, quelques-unes des personnes présentes lors de la signature de l'entente soit, dans l'ordre habituel, Mme Lynn Drapeau, vice-rectrice à la formation, Mme Manon Boily représentante de la Corporation de développement communautaire de Laval et Mme Carole Lamoureux, doyenne intérimaire de l'ESG.

Belle performance au concours stratégique du CRSH

Des cinq demandes de subventions stratégiques acheminées au CRSH l'automne dernier, trois ont été acceptées, une autre a été recommandée - mais un manque de fonds empêche pour l'instant son financement - pendant que la dernière a essuyé un refus. Le thème de ce concours était encore cette année « Femmes et changements ». Deux chercheuses de l'IREF récoltent des subventions, les professeuses Éveline Tardy (science politique) et Ruth Rose-Lizée (sciences économiques), travaillant respectivement sur les problématiques des femmes militantes et candidates dans les partis politiques, et les aspects économiques des aides familiales. La

troisième subvention va à la professeure Danielle Laberge (sociologie), dont les travaux portent sur l'itinérance au féminin.

« C'est une bonne nouvelle. Encore une fois, l'UQAM maintient une présence forte au concours stratégique. Avec un taux de réussite de 60 % et un taux de passage de 80 %, ces résultats dépassent largement le taux national des années passées », d'expliquer Mme Dominique Michaud, attachée d'administration au Service de la recherche et de la création.

L'UQAM

Éditeur
La direction du Service de l'information et des relations publiques
Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. « Centre-ville »
Montréal, Qué., H3C 3P8
Service de l'information interne
Directeur: Jean-Pierre Pilon
Rédaction: service de l'information interne
Tél.: 987-6177
Local J-M330
Adresse électronique:
JOURNAL.UQAM@UQAM.CA
Version W3: <http://www.medias.uqam.ca>
Le service de l'information interne est responsable de la publication de *L'UQAM* dont le contenu n'engage pas la direction de l'Université.
Publicité:
Rémi Plourde: 987-4043
Secrétaire: France Brûlé 987-6177
Photographies:
J.A. Martin et Sylvie Trépanier
Mise en page:
Services de graphisme, SIRP
Dépôt légal:
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216
La reproduction des articles, avec mention obligatoire, est autorisée sans préavis.

VITE LU

Rapport annuel

L'UQAM vient de rendre public son rapport annuel 1997-1998, lequel fait état des divers événements qui ont marqué cette période jugée « enrichissante » en dépit d'une conjoncture économique difficile. Outre les faits saillants de l'année, les états financiers et la liste des nominations, distinctions et prix divers qui ont été attribués à l'Université ainsi qu'à ses membres, le rapport dresse le portrait de six professeurs qui, chacun dans leur secteur, illustrent à leur manière les rapports privilégiés que les enseignants entretiennent avec les étudiants, notamment en les associant à leurs travaux de recherche. Pour obtenir un exemplaire du rapport, on communique avec le Service de l'information externe au 987-3251.

Analyse de l'information

Important transfert de technologie

Une technologie développée par le Laboratoire d'analyse cognitive de l'information (LANCI)¹ de l'UQAM a fait récemment l'objet d'un important transfert auprès de la firme québécoise YAGO technologies. Celle-ci a acheté les droits de propriété intellectuelle et a déjà investi dans le développement environ un demi-million de dollars.

Une nouvelle technologie

La technologie transférée, explique Jean-Guy Meunier, directeur du LANCI, permet la création d'outils intelligents (« intelligents ») pour la lecture et l'analyse de textes assistées par ordinateur (LATAO). Les « intelligents » apporteront une valeur ajoutée aux grands logiciels de gestion textuelle et documentaire auxquels ils seront intégrés. Ces outils favoriseront à la fois l'extraction des connaissances, le contrôle du vocabulaire, l'analyse terminologique, le résumé, la fouille, l'exploration thématique, la construction de *thésaurus*, etc. L'entreprise YAGO pourra donc développer des logiciels de traitement de l'information documentaire grâce aux modèles fonctionnels, mathématiques, linguistiques et informatiques conçus par le LANCI.



M. Jean-Guy Meunier, directeur du LANCI et professeur au département de philosophie.

Une économie du savoir

« L'information, souligne M. Meunier, se présente sous diverses formes (images, textes, paroles, etc.), en tant que système de codes devant être interprétés. Dans ce contexte, les nouvelles technologies de l'information apparaissent comme des machines computationnelles susceptibles de manipuler ces objets et dont la finalité est d'aider l'humain dans son acte d'interprétation ». Aussi, selon lui, est-il de-

venu impérieux de développer des outils informatiques « intelligents » qui assistent les utilisateurs tant dans la gestion, la classification, l'indexation, que dans le parcours, la lecture et, surtout, l'analyse de cette information. « Nous devons concevoir, de préciser M. Meunier, des outils innovateurs qui répondent aux besoins d'un marché en pleine effervescence ». Ce marché, ajoute-t-il, est celui des entreprises de haute technologie, très

sophistiquées, où l'on retrouve des interlocuteurs compétents qui perçoivent de plus en plus l'université comme une source de richesse intellectuelle.

Une recherche fondamentale et appliquée

Fondé en 1994, le LANCI jouit d'une réputation internationale pour son expertise de pointe dans les sciences cognitives appliquées au traitement de l'information de nature textuelle. Il se caractérise également par sa compétence multidisciplinaire en génie logiciel, en linguistique computationnelle et en analyse documentaire. Jusqu'à maintenant, le LANCI a reçu près de 700 000 \$ de subventions de divers organismes². La recherche effectuée est de nature fondamentale et appliquée. L'axe principal de la recherche est l'application au traitement de l'information de la logique formelle, de la théorie des automates, des modèles mathématiques dynamiques, de la psychologie cognitive, etc. L'an dernier, un autre axe de recherche, appelé « R:(NT) », s'est déployé dans une voie essentiellement théorique. Un troisième axe porte sur la gestion technologique des connaissances dans les organisations.

Le LANCI, enfin, encourage des projets de collaboration avec des entreprises technologiques, comme YAGO, où le savoir acquis dans la recherche fondamentale est repris dans des applications utiles au milieu économique. C'est ce que l'on appelle un transfert technologique.

¹ L'équipe du LANCI réunit également les professeurs André Dugas (linguistique) et Hamed Mili (informatique) de l'UQAM, et collabore avec des chercheurs d'autres universités québécoises (UQTR, Laval) et étrangères (IMAG-TIMC de Grenoble, le CAMS des HESS à Paris, et le LALIC de l'Université de Lille. Le laboratoire accueille des boursiers d'excellence en informatique, en mathématiques ou en linguistique.

² Au Canada, les organismes suivants soutiennent les activités du LANCI : le projet CANARIE, le ministère des Affaires internationales du Québec, le CRSH, le CRSNG, le FCAR et l'entreprise YAGO technologies. Sur le plan international, le LANCI a reçu aussi d'importantes subventions de l'AUPEL, UREF, du FRANCIL et du ministère français de la Culture, de la science et de la technologie.

Recherches en partenariat vs publications

Quand les chiffres secouent les mythes

Le partenariat est-il néfaste pour la recherche fondamentale? Les chercheurs universitaires canadiens qui pratiquent la recherche en partenariat publient-ils moins? Publient-ils moins en collaboration internationale? Peu d'études se sont attardées à ces questions. Pour défricher le terrain, les professeurs Yves Gingras, du département d'histoire et Benoît Godin, de l'INRS, tous deux chercheurs au Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST) et artisans de l'Observatoire des Sciences et des technologies (OST), ont colligé et analysé les données de la banque bibliométrique canadienne construite par l'OST pour Statistique Canada¹. Les observations des chercheurs surprennent, et confrontent quelques mythes.

Facteur d'impact plus élevé

D'abord, contre toute attente, les données récoltées quant à la production de publications scientifiques révèlent qu'au Canada « la recherche menée avec des partenaires extra-universitaires² a légèrement plus d'impact que la recherche menée sans partenariat », expliquent les professeurs Gingras et Godin. Le facteur d'impact des revues utilisé dans l'étude est celui calculé par l'*Institute for Scientific Information (ISI)* et défini comme le

nombre moyen de citations reçues par article dans les revues.

Ainsi, en 1995, alors que les chercheurs qui ne travaillaient qu'avec des collègues universitaires obtenaient un facteur d'impact de 2,1, ceux qui faisaient de la recherche en partenariat atteignaient 2,3. Quant à la recherche menée en collaboration internationale, elle aurait encore plus d'impact, soutiennent les chercheurs du CIRST. « Dans les publications internationales, le facteur d'impact de la recherche universitaire sans partenaires est de 2,6 alors que celui de la recherche avec partenaires atteint 3,6 », constate M. Gingras.

Quant à l'évolution de la recherche universitaire en partenariat, l'étude montre qu'en 1995, 21 % des publications universitaires ont été réalisées en partenariat³, alors qu'en 1980, elles ne représentaient que 14,6 %. Une croissance de 155 % en 15 ans. Du côté de la collaboration internationale, le bond est encore plus important : de 16 % de publications réalisées avec des collaborateurs étrangers en 1980, on passe à 30,4 % quinze ans plus tard. « On ne saurait conclure, du moins au niveau macro, que le partenariat a eu une influence négative sur la production des chercheurs, ni sur leur production internationale », précise M. Gingras.



Dans l'ordre habituel, les professeurs Yves Gingras, du département d'histoire et Benoît Godin, de l'INRS, tous deux chercheurs au Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST).

Des chercheurs hautement productifs

Pour mettre à l'épreuve leurs résultats, les chercheurs du CIRST ont analysé la production de 37 chercheurs qui publient beaucoup avec des partenaires. Ils ont ainsi constaté que ces chercheurs produisent 43 % de leurs publications avec des partenaires extra-universitaires, soit le double du niveau national, que leur moyenne de publications était de 7,1 articles en 1995, avec 30 % en collaboration in-

ternationale, suivant en cela les tendances nationales.

Il est vrai, constate l'étude, que la recherche menée en partenariat est plus appliquée que celle menée entre universitaires seulement, et ce dans toutes les disciplines. Il est également vrai que la diminution du financement public de la recherche universitaire, au Canada comme dans l'ensemble des pays de l'OCDE, a été accompagnée de l'augmentation du fi-

nancement industriel. Selon le professeur Godin, « on peut estimer qu'aujourd'hui, les deux tiers des chercheurs les plus actifs sont impliqués dans des travaux de recherche en partenariat ». Mais l'idée passablement répandue que le partenariat serait néfaste pour la recherche fondamentale ne semble pas résister aux faits observés dans le domaine des publications scientifiques.

¹ La banque de données de l'OST comprend les publications produites par les chercheurs canadiens entre 1980 et 1997 et indexées dans le *Science Citation Index (SCI)*.

² On compte parmi ces partenaires les entreprises, les laboratoires gouvernementaux, les hôpitaux et les collèges. Le partenaire principal est le secteur hospitalier, présent dans 45,2 % des collaborations.

³ Le rapport des professeurs Gingras et Godin indique que le partenariat est inégalement réparti entre les disciplines. En 1995, 33,2 % des publications en médecine clinique étaient réalisées en partenariat. Les proportions dans les autres disciplines sont : 21,8 % en biologie, 20,5 % en recherche biomédicale, 20,2 % en sciences de la terre et de l'espace, 16,2 % en génie, 9,8 % en physique, 6,8 % en chimie et 2,6 % en mathématiques.

Titres d'ici

Spiritualité au féminin

De Marie-Madeleine à Simone Weil en passant par Jeanne d'Arc et



Thérèse d'Avila, les femmes n'ont jamais cessé de contribuer au développement de la vie spirituelle et religieuse de la tradition chrétienne. Toutefois, selon Marie-André Roy et Agathe Lafortune, cet important apport féminin, qui s'échelonne sur près de deux mille ans d'histoire, demeure, encore aujourd'hui, trop souvent méconnu. Leur ouvrage, *Mémoires d'elles : fragments de vies et spiritualités de femmes*, vise à contrer cette occultation en invitant le lecteur à découvrir quelques-unes de ces figures féminines « inspirées et inspirantes ». Plus précisément, on y retrouve une cinquantaine de récits de vie de femmes - pauvres ou nanties, savantes ou quasi illettrées, laïques ou religieuses - qui, tout au long des vingt derniers siècles, se sont distinguées par une quête spirituelle singulière et un engagement social significatif. Chaque récit propose des éléments de biographie de ces femmes « saintes ou moins saintes », de courts extraits de leurs écrits et une méditation inspirée de leur expérience. Paru aux éditions Médiaspaul.

Déréglementation en environnement

Le premier numéro des *Cahiers de recherche de l'Institut des sciences de l'environnement* vient de paraître, sous la direction du professeur Laurent Lepage du département de science politique et du chargé de cours Mario Gauthier. Sous le titre *Déréglementation et nouvelle gestion de l'environnement*, l'ouvrage réunit les textes des communications présentées lors d'une journée d'étude tenue à l'automne 1997. Parmi les différents éclairages disciplinaires proposés, on compte ceux de Pierre Lasserre, professeur au département des sciences économiques, de Paule Halley, de la Faculté de droit de l'Université Laval, de Laurent Lepage, professeur et Brian Harvey, spécialiste de l'écologie forestière à l'UQAT. Des acteurs de la scène environnementale provenant, entre autres, de l'industrie, des gouvernements, et des groupes écologistes y présentent aussi leur vision de la réforme des outils de protection de l'environnement. Publié par l'ISE.

Répertoire de diplômés

Une équipe d'une vingtaine d'étudiants et de diplômés a travaillé depuis près d'un an à retracer les 600 diplômés du programme de maîtrise en sciences de l'environnement. Les plus anciens diplômés ayant été décernés en 1976, la tâche n'était pas des plus faciles. Coordonnée par Marie Lusignan, agente de stage, assistée de Fannie Joubert, étudiante, l'équipe a réussi à retracer 435 diplômés et à recueillir 227 questionnaires complétés. Le répertoire fournit les coordonnées des diplômés, leur champ d'études outre le programme de maîtrise en sciences de l'environnement, le titre de leur mémoire, le nom du directeur et leur profil professionnel. Disponible au coût de 10 \$ à l'Institut des sciences de l'environnement.

Communication Un écart entre la formation et l'emploi?

Le Réseau des Chaires UNESCO en communication (ORBICOM)¹, dont le secrétariat international est situé à l'UQAM, organise, en collaboration avec l'UNESCO et l'ACDI et avec la participation du Partenariat pour le savoir mondial, une grande conférence du 14 au 17 avril. Sous le thème *Les connexions du savoir, combler l'écart entre la formation et l'emploi en communication*, cette conférence rassemblera des experts de plus de 15 pays, de l'industrie, du secteur gouvernemental, des administrations internationales et du secteur de l'éducation et de la formation. Elle permettra de débattre notamment de l'écart grandissant, dans chaque région

du monde, entre les besoins de l'industrie, les ressources humaines et les expertises disponibles, de la pertinence de la formation dans un marché en perpétuel changement, ainsi que des lacunes existant entre la formation et l'emploi en communication. La conférence se déroulera sous la présidence conjointe de Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO, et d'Huguette Labelle, présidente de l'ACDI. À noter que M. Claude-Yves Charron, professeur au département de communications de l'UQAM et secrétaire général du Réseau ORBICOM, fait partie du Comité organisateur de la conférence. Celle-ci se tiendra à l'Hôtel Marriot Château Champlain à Montréal. Pour

de plus amples renseignements, on peut contacter le Secrétariat international du Réseau ORBICOM:

Téléphone : 987-3000 poste 8743

¹ Créé en 1994 par l'UNESCO et l'UQAM, le Réseau ORBICOM rassemble des chefs de file des universités, des médias, des gouvernements et du secteur privé de la communication. Il est représenté par 17 Chaires à travers le monde et compte plus de 200 membres associés dans une soixantaine de pays.

Sur Internet :
<http://www.orbicom.uqam.ca>

Conférence

Troubles sous analyse

Le professeur émérite de réputation internationale William I. Gardner, de l'Université du Wisconsin-Madison, présentera une conférence, le 30 avril prochain, sur les troubles graves du comportement chez des personnes autistiques ou ayant une déficience intellectuelle. Le chercheur et psychologue clinicien qui publie et intervient depuis plus de 30 ans s'adressera à des éducateurs, des enseignants, des étudiants, des psychologues, des travailleurs sociaux, des intervenants dans le domaine de la déficience intellectuelle et de l'autisme, de même qu'à des parents.

« Les troubles graves du comportement, explique le professeur du département de psychologie Marc J. Tassé, ce sont des comportements agressifs, envers soi, - on pense à l'au-

tomutilation -, envers les autres ou envers des objets. Entre 25 et 30 % des gens ayant une déficience intellectuelle, ont, en plus, ces comportements problématiques. »

Un modèle multimodal

La conférence sera l'occasion de voir le professeur Gardner décrire son modèle multimodal de l'analyse des comportements. Ce modèle s'intéresse aux conditions biomédicales et psychosociales impliquées dans l'apparition des comportements problématiques.

L'événement, organisé par le chapitre québécois de l'American Association on Mental Retardation (AAMR), vise à « bien comprendre ce qui cause et maintient le comportement problématique », ajoute le

professeur Tassé, qui est par ailleurs président de l'AAMR-Québec. Mentionnons que l'AAMR, qui existe depuis 1876, regroupe plus de 10 000 membres aux États-Unis, au Canada et dans 54 autres pays. Elle est la plus ancienne et la plus importante organisation interdisciplinaire de professionnels dans le domaine de la déficience intellectuelle.

La conférence se déroulera le vendredi 30 avril de 9 h à 17 h, en anglais, avec traduction simultanée, au local DS-R510. Le professeur Tassé et le professeur Robert Doré du département des sciences de l'éducation ont orchestré l'événement. Renseignements et inscription : Mme Marjorie Aunos, 987-3000, poste 3630.

PRÊTS AUX ÉTUDIANTS ENTREPRENEURS

ES-TU ÉTUDIANT À TEMPS PLEIN?

VEUX-TU ÊTRE EN AFFAIRE CET ÉTÉ?

INFORME-TOI POUR OBTENIR
UN PRÊT AU WWW.BDC.CA

BDC

Banque de développement du Canada
Business Development Bank of Canada

Stratégie
emploi
jeunesse

Canada

TON MEILLEUR
COUP DE L'ÉTÉ

OU APPELLE-NOUS AU

1 888 INFO-BDC (1 888 463-6232)

COLLOQUES – COLLOQUES – COLLOQUES

La « pensée sociale » : au coeur de la réflexion en sciences humaines

La pensée sociale: questions vives, tel est le thème d'un colloque international¹ organisé par le Centre interdisciplinaire de recherche sur l'apprentissage et le développement en éducation (CIRADE-UQAM), la Faculté des sciences humaines et le Secteur de l'éducation, en collaboration avec l'Université de Paris VIII, qui se tiendra à Montréal du 29 avril au 1^{er} mai prochains.

Un concept englobant

Le concept de pensée sociale, explique Catherine Garnier, directrice du CIRADE, se trouve au coeur de la réflexion actuelle dans les sciences sociales et constitue un instrument de choix pour aborder les grandes problématiques de l'heure. « Il s'agit, ajoute-t-elle, d'un concept qui réfère à tous les mouvements de la pensée qui circulent à l'intérieur de la société ». La pensée sociale s'intéresse notamment aux rituels, aux mythes, ou encore aux formes de communication qui se trouvent au sein des rapports humains. Ainsi, souligne Mme Garnier, « l'éducation déborde le cadre des établissements d'enseignement et demeure marquée par les notions de responsabilité et d'engagement social. L'apprentissage se faisant dans des lieux multiples. »



Mme Catherine Garnier, directrice du Centre interdisciplinaire de recherche sur l'apprentissage et le développement en éducation (CIRADE).

Une perspective interdisciplinaire

Le thème de la pensée sociale en est un qui tente de rompre avec le découpage consacré par les disciplines, comme si, par exemple, l'individuel devait relever exclusivement de la psychologie et le social de la sociologie. D'ailleurs, la perspective interdisciplinaire s'exprimera à travers des thèmes qui seront abordés dans quatre tables rondes au cours du colloque. On invitera ainsi à la réflexion des linguistes (pensée sociale et expression discursive), des psychologues et des

sociologues (pensée sociale et questions de méthode), des spécialistes de l'éducation, de la communication, et du travail social (pensée sociale et problèmes de société), ou encore des anthropologues et des épistémologues (pensée sociale et logique des systèmes).

Objectifs du colloque

L'événement entend favoriser le développement de perspectives et d'approches prometteuses que suscitent les concepts de pensée et de représentation sociales²; encourager la circulation, entre les différents continents, des idées et des perspectives à propos de la pensée sociale; coordonner les efforts des chercheurs qui, sans partager nécessairement une même vision intellectuelle, travaillent à développer ces concepts. « Au Québec, rappelle Mme Garnier, nous sommes excentrés par rapport aux États-Unis et à l'Europe. Aussi, le colloque permettra d'amener ici des chercheurs renommés pouvant contribuer à créer des liens et permettre que l'on soit au fait des débats actuels ». Mme Garnier insiste sur l'importance des interactions lors du colloque afin que se mène le débat intellectuel. Pour chacune des tables rondes, les conférences seront suivies d'échanges avec le public et les autres

conférenciers invités. Enfin, souligne la directrice du CIRADE, les étudiants occuperont une place prioritaire dans le colloque. Ils auront la chance de participer activement à des discussions qui les alimenteront intellectuellement.

Le colloque se tiendra à l'Hôtel de l'Institut, au 3535 rue Saint-Denis à Montréal. Réservations: 282-5120. L'entrée est gratuite pour les étudiants. Pour des renseignements supplémentaires : 987-6186 ou 987-3000 poste 4188.

- 1 Les conférenciers invités proviennent non seulement de divers horizons disciplinaires, mais aussi de différents pays : Canada, États-Unis, Mexique, Japon, France, Italie, Suisse, Espagne, Autriche, Écosse.
- 2 La problématique de la représentation sociale fera l'objet d'un autre colloque international en l'an 2000. Elle constitue, selon Mme Garnier, un domaine de recherche important. Au CIRADE, cinq à six chercheurs travaillent à développer ce concept et sont les seuls à le faire sur le continent américain.

Sur Internet :

<http://www.er.uqam.ca/nobel/cirade>

Débats sur le Code du travail

Comment, aujourd'hui, continuer d'encourager la pratique des libres négociations collectives? Comment offrir un accès réel à la négociation collective à ceux qui en sont concrètement ou légalement exclus? De quelle façon élargir le Code du travail? Telles sont quelques-unes des questions qui seront débattues lors de la 10^e journée de droit social et du travail qui aura lieu le 14 mai prochain à l'UQAM (pavillon des sciences de la gestion, salle R-M130).

Sous le thème *Élargir le Code du travail*, ce colloque, organisé par le département des sciences juridiques, fera notamment le point sur les obstacles administratifs et judiciaires à la reconnaissance syndicale, les limites de la notion juridique de salarié, la négociation collective chez les pigistes, etc.

Pour de plus amples informations concernant les modalités d'inscription, on peut signaler le numéro suivant: 987-3000, poste 3903.

Regards sur le langage

Le 23 avril prochain, se tiendra à l'UQAM, la 3^e édition du colloque clôturant la fin du projet de recherche des étudiants inscrits au baccalauréat en sciences du langage. Plus précisément, ce colloque permettra à 19 finissants de présenter, sous forme de communication scientifique, les résultats des recherches, tant théoriques qu'appliquées, qu'ils ont menées dans le cadre d'un cours-année, sous la supervision des professeurs Claire Gélinas-Chebat et Denis Bouchard. Intitulé *Variations : le langage en théorie et en pratique*, l'événement sera l'occasion, cette année, d'échanger sur une diversité de thématiques reliées au programme d'études et s'ouvrant sur la société ou sur des questions linguistiques d'actualité.

Des regards multiples

Parmi les sujets qui seront abordés par les jeunes linguistes, mentionnons, entre autres, l'emploi de l'auxiliaire ou de la négation chez des enfants du primaire, les difficultés rencontrées par les adultes en ce qui a trait à l'acquisition des relatives en



français langue seconde, les productions langagières d'enfants sourds oralistes ayant reçu un implant cochléaire, la grammaire des langages de programmation ou de la langue des signes québécoise. « Les gens sont toujours surpris de la qualité des communications présentées à ce colloque, de préciser Mme Gélinas-Chebat. C'est un projet particulier qui fait partie intégrante de la formation en sciences du langage et qui permet à nos étudiants d'arriver sur le marché de l'emploi ou à la maîtrise mieux préparés : ils ont déjà été initiés au travail de recherche, à l'écriture d'un article scientifique, à la critique constructive des articles

de collègues, à l'organisation d'un colloque, etc. ».

Un colloque ouvert

Une centaine de personnes sont attendues à ce colloque qui s'adresse aux spécialistes de la linguistique - étudiants, professeurs et professionnels - mais aussi à quiconque s'intéresse au langage tout en évoluant dans d'autres disciplines, que ce soit la philosophie, la psychologie, l'éducation ou l'informatique.

À noter que les présentations se dérouleront de 9 h 30 à 17 h, à la salle DS-R520, au pavillon J.-A. DeSève. Ajoutons que la clôture du colloque se fera sous la présidence d'honneur de M. Conrad Ouelon, professeur à l'Université Laval et directeur du Centre international de recherche en aménagement linguistique (CIRAL). Pour plus d'informations, on consultera à profit le programme diffusé sur les babillards de l'UQAM ou on s'adresse aux organisateurs par le biais du courriel : cesla@hotmail.com

État de la recherche en histoire de l'art

Un colloque sur l'approche sociologique de l'art se tiendra le 16 avril prochain à l'UQAM. Cet événement, organisé sous l'égide du programme de maîtrise en études des arts, réunira des historiens et des sociologues¹, qui présenteront leurs recherches en cours. Leurs communications permettront de susciter la réflexion sur les différentes orientations prises par l'approche sociologique. Une approche qui s'intéresse tant aux réseaux d'acteurs impliqués dans la production et la diffusion des oeuvres, aux publics de l'art, qu'aux objets d'art eux-mêmes et à leur signification sociale. Ce colloque s'adresse à la fois aux étudiants, aux spécialistes et aux professionnels oeuvrant dans le domaine des arts. L'art du direct, l'invention de la photographie au Québec, la reformulation de l'atelier d'artiste, etc., comptent parmi les thèmes qui seront abordés dans les différents ateliers de discussion. La journée se terminera par le lancement

des Actes du Colloque 1998 des finissants de la maîtrise en études des arts, intitulés « Pratiquer l'histoire de l'art ».

Le colloque aura lieu au pavillon Hubert-Aquin, local A-2860, et débutera à 10 h. Pour de plus amples informations, on peut communiquer avec Mme Colette Paquin de la maîtrise en études des arts : 987-3000 poste 4169.

- 1 Prendront la parole au cours du colloque, Francine Couture et Jean-Philippe Uzel (histoire de l'art) de l'UQAM, Andrée Fortin (sociologie) de l'Université Laval, Lise Lamarche (histoire de l'art) de l'Université de Montréal, Guy Bellavance, chercheur à l'INRS-Culture et Société, Pierre Landry, conservateur au Musée d'art contemporain de Montréal, et Véronique Rodriguez, étudiante de doctorat en sociologie à l'UQAM.

LE MOT
DES CANDIDATS

SECTEUR DES ARTS

« Créativité, imagination et responsabilité »

M. Georges Laferrière,
doyen intérimaire
Secteur des arts

Le Secteur des arts doit devenir un modèle universitaire de création et un cadre de référence dynamique porteur d'une vision nouvelle de l'université de l'an 2000.

Place aux artistes

Une peinture, un texte, une chorégraphie, une mise en scène, une affiche, un vidéo, une performance médiatique, une musique ou une chanson... quoi de mieux pour exprimer ce que nous sommes. Il faut projeter notre personnalité dans les instances de l'UQAM, avec ferveur et conviction.

Les artistes, les concepteurs, les créateurs, les pédagogues et les théo-

riciens du Secteur des arts ont un rôle primordial et essentiel à jouer. Par leur perception différente des gens, par leur façon inhabituelle de réagir aux événements et par leur vision élargie d'anticiper l'avenir, ils constituent un apport indispensable au développement et à la survie de l'UQAM.

Place à tout le monde

Soyons ouverts à l'inédit qui permettra une meilleure intégration de tous les membres du Secteur, non seulement dans les programmes de formation mais, également, dans les projets de recherche et de création. L'un étant intimement lié à l'autre.

La réflexion et les actions qui ont mené à la modification des structures de l'UQAM, souhaitée par le Secteur des arts, tenaient compte d'un juste équilibre entre la centralisation et la décentralisation des rôles dévolus aux étudiants, aux employés de sou-



ten, aux chargés de cours et aux professeurs. Il faut continuer dans ce sens et tisser des liens avec les autres secteurs de l'UQAM.

Place aux idées

À la rationalisation des programmes (MEQ), répondons par des

partenariats inédits. À la collaboration entre établissements universitaires (CUP), proposons des tandems inédits. Aux recommandations pressantes des milieux qui tiennent compte des besoins de l'industrie, menons des opérations de formation intensives et créons des passerelles basées sur des stratégies artistico-pédagogiques.

Les grands axes unificateurs adoptés par le Secteur des arts (la création, la pratique et la diffusion artistiques; la formation des enseignants en arts; l'histoire et les théories de l'art) doivent servir de levier à la recherche et à la création en permettant à l'UQAM de performer non seulement au niveau national mais également international.

Place à la responsabilité

Ma connaissance des structures académiques et administratives ainsi que des gens y œuvrant, tant dans le

Secteur des arts que dans les autres instances; ma vision de l'avenir des arts à l'Université partagée par le Conseil académique actuel; mon implication dans les programmes du Secteur, mon expérience de direction d'enseignement et de recherche me laissent croire que je pourrais continuer la mise en place de l'important processus de changement amorcé.

Ayant été le porteur du dossier de la sectorisation, c'est avec plaisir et passion que je sollicite votre appui et votre aide afin de réaliser le mandat de doyen du Secteur des arts.

Ensemble, assumons notre responsabilité. Vive les arts!

Sur Internet:

www.unites.uqam.ca/instances/designation/Curriculum/laferriere_cv.html

« Pourquoi je me présente au poste de doyen du Secteur des arts »

M. André G. Bourassa,
directeur
Maîtrise en art dramatique



Je crois bien avoir été toute ma vie préoccupé par l'établissement de liens entre les arts et les artistes: un mémoire en philosophie sur l'intuition créatrice en art, un mémoire en littérature sur le théâtre total, une thèse sur le surréalisme et de nombreux livres et articles sur les Automatistes (dont on sait qu'ils étaient un regroupement d'artistes de danse, design, musique, peinture, photographie, poésie, sculpture et théâtre). Je tiens profondément à cœur la valorisation de l'art au Québec et en ai défendu par plusieurs conférences et publications la modernité et l'actualité. J'ai abordé l'étude du beau en art moderne à une époque où ce n'était pas bien vu, étudié et fait connaître *Refus global* et ses signataires avant que ce ne soit à la mode, cru en l'interdisciplinarité quand les littéraires avaient tendance à s'en méfier, défendu le doctorat en études et pratiques des arts devant des représentants du ministère de l'Éducation plutôt circonspects, et mis en question le Rapport sur

l'industrie culturelle devant une ministre de la Culture apparemment convaincue de son bien-fondé. Je saurai sûrement lutter pour le développement du Secteur des arts parce qu'on y pratique exactement ce en quoi je crois le plus, un art d'aujourd'hui.

J'estime avoir été un étudiant et un professeur choyé. Par exemple, à 17 ans, quand j'étudiais dans un collège universitaire américain, le directeur d'études nouvellement nommé m'offrit de donner à sa place un cours d'appoint annuel. Les étudiants étaient tous plus vieux que moi et m'ont fait

vivre une expérience extraordinaire. J'en ai tiré quelques leçons: que j'aimais l'enseignement universitaire, qu'un étudiant a la capacité de contribuer à l'avancement des connaissances dans son université et qu'il peut et doit faire l'objet du plus grand des respects dans son institution. Les étudiants doivent être assurés que je ferai tout en mon pouvoir pour les aider dans leur apprentissage, leur expérimentation. Je suis par exemple heureux que la nomination d'un vice-doyen que j'ai proposée dès le début pour résoudre le problème de la coordination des baccalauréats en enseignement des arts soit la solution qui, inspirée du Secteur de l'éducation, est maintenant retenue. Mais les conséquences administratives de l'insertion d'une quatrième année dans les programmes en enseignement des arts n'épuisent pas à elles seules la problématique du Secteur.

Il y a par exemple beaucoup à faire pour améliorer les infrastructures de nos diplômés de maîtrise et de doctorat: manque de personnel, de locaux, d'appareillage, voire, en certains cas, de clientèle. De plus, deux départements n'ont pas encore de programme de maîtrise. Ce sont certes des

questions qui relèvent des départements, mais le décanat des arts doit offrir un support à tout niveau. Je ne suis pas partisan de la gestion sectorielle du personnel, des budgets et des locaux spécialisés des départements, car il y a trop de divergences dans leur fonctionnement; ils se distinguent justement l'un de l'autre par la spécialisation de leurs professionnels et techniciens et par les moyens de produire et les lieux de production. Je suis partisan cependant d'une écoute et d'une collaboration constante avec le Conseil académique. Partisan aussi des rapprochements disciplinaires, comptant beaucoup sur les programmes d'études des arts, d'études et pratiques des arts, d'histoire de l'art et de muséologie, essentiellement ouverts, pour contribuer à ce rapprochement. Il ne s'agit pas de rêver d'une fusion des arts ou d'un art total, rarement atteinte, mais de confrontations éclairantes et de complémentarité, un art interrogeant l'autre, provoquant l'autre.

Je suis très préoccupé par le rapport théorie / pratique et par le rapport de l'art à la société d'aujourd'hui. Préoccupé par le rapport théorie / pratique à cause du rôle particulier de l'art

en milieu universitaire, où on doit pouvoir créer en toute liberté et, du même souffle, être capable de se définir une poétique propre et d'utiliser au moins quelques-uns des modes d'approches critiques proposés par les sciences humaines; il faudra sur ce point multiplier les événements et les colloques, pour consolider le Secteur et profiter du momentum extraordinaire des artistes québécois sur le plan international. Préoccupé par le rapport de l'art à la société d'aujourd'hui parce qu'on nous casse les oreilles avec des notions d'industrie culturelle, de mondialisation des marchés du savoir et d'applications pratiques de la démarche créatrice. Ce n'est pas par ce bout-là qu'il faut aborder la question. À tout prendre, mieux vaut l'approche du peintre Paul-Émile Borduas: « La conséquence est plus importante que le but ». J'espère avoir exprimé de façon convaincante quelques-uns des buts que je vous propose, sachant que vous vous attendrez à ce que les conséquences soient à leur hauteur!

Sur Internet:

www.unites.uqam.ca/instances/designation/Curriculum/bourassa_cv.html
<http://www.er.uqam.ca/nobel/c2545/theatral.html>

LE MOT DES CANDIDATS

SECTEUR DE L'ÉDUCATION

« Pour le renouveau et le redressement du Secteur de l'éducation »

Jocelyn R. Beausoleil,
doyen intérimaire
Secteur de l'éducation



Studio photo Niche

La mise en œuvre progressive du Secteur de l'éducation, selon ce que nous voulons qu'il soit, représente un départ dynamique pour construire quelque chose de nouveau, permettant de réaliser le changement dans la continuité de ce que nous avons déjà entrepris ensemble. À ce propos, l'édition du Secteur de l'éducation répond, parmi bien d'autres choses, à deux impératifs majeurs.

Il s'agit, d'une part, de développer le sentiment d'appartenance au Secteur et d'affirmer l'identité solide qui doit être la sienne. Mais il s'agit aussi, d'autre part, d'instaurer les moyens efficaces de la concertation entre les multiples intervenants, en vue de contrer l'éclatement qui hante trop souvent les activités du Secteur et de lui garantir du même coup un rayonnement accru.

Si nous faisons le Secteur de l'éducation, c'est d'abord et avant tout pour nous-mêmes, qui nous sommes retrouvés autour de ce projet. C'est ce

que montrent les travaux qui ont jalonné le chemin qui nous a finalement conduits jusqu'à l'Assemblée constituante du Secteur de l'éducation où tous ensemble, professeurs, professeurs, chargés, chargés de cours, étudiantes, étudiants, employés, employés du personnel de soutien, nous avons décidé d'aller de l'avant dans cette entreprise collective.

C'est là une caractéristique essentielle et fondamentale de ce que nous voulons faire. Le projet que nous

nous sommes donné ne vise pas à exclure, mais il entend au contraire rassembler les forces, en facilitant les échanges indispensables. C'est pourquoi il y a aussi la mise en place de nombreuses passerelles, intra comme intersectorielles, afin de donner la cohésion académique et institutionnelle requise pour la conduite des dossiers. Ceci permet, en outre, d'aplanir les difficultés et de prévenir les tensions que nous avons connues dans le passé, à cause des anciennes structures.

Par ailleurs, la création du Secteur de l'éducation revêt une signification toute particulière pour le département de kinanthropologie et le département des sciences de l'éducation. En faisant partie du Secteur de l'éducation, ces deux départements trouvent le moyen de rompre l'isolement qui autrement aurait pu les menacer et se donnent accès à un réseau de relations, susceptible de prolonger leur action et d'accroître leur influence sur des questions pour eux vitales.

De cette façon, les professeurs, professeurs de ces départements ont la possibilité de jouer un rôle déterminant sur des dossiers qui les touchent de près, tout en s'inscrivant dans une dy-

namique englobante aux répercussions plus larges. Sans rien renier de leur appartenance départementale, qui est absolument essentielle et parfaitement légitime, il leur est loisible d'adhérer pleinement au Secteur de l'éducation. Il faut souhaiter que les professeurs, professeurs non seulement se retrouvent dans les nouvelles structures que nous sommes à mettre en place, mais encore participent à ce mouvement de constitution du Secteur de l'éducation, en y apportant leurs énergies et leurs initiatives.

Lorsque nous portons le regard vers l'horizon, nous pouvons voir se dessiner des chantiers de grande envergure. Il nous faut tout d'abord envisager certains ajustements à nos programmes d'études, de façon à les rendre encore un peu plus adéquats aux exigences du contexte. Dans la même foulée, mais en nous gardant bien de la dispersion, des développements soigneusement ciblés sont à prévoir. Nous devons également améliorer la qualité de l'encadrement des étudiantes et étudiants, si nous voulons rehausser la formation que nous leur offrons. Nous avons aussi à donner un essor vigoureux aux activités de recherche en éducation, à la fois pour as-

surer la formation à la recherche dans ce domaine d'études et pour y constituer la masse d'expertises que requièrent de plus en plus les transformations sociales. En matière de coopération internationale, nous avons à notre actif de nombreux engagements qui ne demandent qu'à être consolidés et étendus. Toutefois, des liens plus serrés doivent être tissés avec ce que nous faisons en formation et en recherche, de manière à profiter au maximum des synergies possibles.

Toutes les tâches que nous venons d'énumérer représentent autant de facettes d'une seule et même œuvre, soit le redressement du Secteur de l'éducation au sein de l'Université. Selon les principes de notre projet de sectorisation, ce sont les unités de base qui sont au premier chef sollicitées. Cependant, en étant réunies, elles disposent des forces nécessaires pour nous donner les moyens appropriés à un pareil défi. Je veux simplement servir cette cause au meilleur de ma capacité et de mon expérience.

Sur Internet :

www.unites.uqam.ca/instances/designation/Curriculum/beausoleil_cv.html

« L'éducation au cœur de l'UQAM »

Marc Turgeon,
directeur
Département des sciences de l'éducation

On entend parfois dire que la création de secteurs à l'UQAM n'entraînera pas de changements significatifs parce que cette opération ne serait que structurelle. S'il y a un secteur à l'UQAM où le *statu quo* est impensable, c'est celui de l'éducation. Avec la réforme des programmes, il est devenu incontournable d'agir dans le sens d'un appui accru à la réalisation des objectifs des programmes et au développement de la recherche en éducation. La formation des enseignants exige énormément d'engagement, de concertation et de ressources dans sa réalisation et l'intégration de ses composantes.

Par ailleurs, cet effort commun n'est pas commandé uniquement par une logique d'appui aux programmes. Il est également appelé par l'évolution de la situation sociale de l'éducation. On a tendance à oublier que la demande d'innovation en éducation ne découle pas principalement de la di-

minution des ressources disponibles mais, plus fondamentalement, dans le changement des politiques et des besoins de la société : nos étudiants seront appelés à inventer, adapter, réformer un ensemble de pratiques dans un environnement éducatif marqué par l'évolution des trajectoires sociales des enfants et des adultes qui sont en demande d'éducation à l'école, au travail et dans les milieux communautaires. Au-delà de la simple « sectorisation », nous sommes les acteurs d'un profond renouveau de l'éducation et de l'affirmation de la compétence de notre université dans le développement des pratiques et des connaissances liées à la mission d'éducation sous toutes ses formes.

Dans ce contexte, il est évident que le Conseil académique est appelé à jouer un rôle important. C'est à lui qu'incombe la responsabilité d'animer une réflexion sur nos orientations et nos priorités. Il devra assurer le lien entre les personnes et les unités participant à la réalisation de son mandat, de même qu'avec les partenaires extérieurs à l'université. Il devra proposer des avenues novatrices dans le développement des partenariats, dans l'intégration de la recherche à la for-



J.A. Martin

mation et dans l'amélioration de la qualité de la formation. C'est dans cet esprit que des représentants des autres secteurs ont été invités à se joindre aux instances du Secteur. Les départements de mathématiques et de linguistique et de didactique des langues sont représentés au Conseil académique. Les responsables des programmes de formation à l'enseignement des arts et des langues secondes siègent au Comité de concertation des études de premier cycle. De plus, le Bureau de la formation pratique a un mandat institutionnel et doit assurer la représentation de l'Université à l'extérieur et la concertation à l'intérieur dans la poursuite de ses objectifs. Sans oublier le CIRADE, le programme de

doctorat en éducation ainsi que le baccalauréat en enseignement secondaire, unités où collaborent les secteurs et les départements concernés. Finalement, dans la foulée des travaux de la Commission des universités sur les programmes (CUP), le Conseil académique sera appelé à suivre le dossier des recommandations qui seront faites et proposer une stratégie institutionnelle. Toutes ces questions ont un fil conducteur : la qualité des programmes, de la recherche et de la formation à la recherche. La boucle est ainsi faite avec l'enjeu principal de la réforme menant à la création des secteurs, c'est-à-dire l'appui aux étudiants dans leur formation à travers la réalisation de la mission universitaire.

On aura compris que le Secteur de l'éducation de l'UQAM, entendu en un sens large et englobant l'ensemble de nos activités dans tous les secteurs, sera confronté à de nombreux défis dans les années qui viennent. Rien de ce qui précède ne peut être pleinement réalisé sans un effort important de collaboration afin d'assurer une présence forte de l'UQAM et de soutenir le travail de chacun. Le doyen sera appelé à provoquer et à faciliter cette concertation. Il devra assister le

Conseil académique et les unités dans l'atteinte de leurs objectifs et la mise en place des moyens requis. Il devra susciter l'émergence de projets et convaincre de la nécessité d'accorder les ressources nécessaires. Il devra, dans le langage devenu familier à l'UQAM, créer les conditions d'un rapprochement entre les actions de formation et les ressources, entre les programmes et les départements. Il sera appelé à œuvrer dans un univers complexe : des départements, des secteurs, des programmes, des équipes de recherche. La nature de la mission de l'UQAM en éducation le veut ainsi et l'occasion est offerte de faire la preuve que cela est bien. Le doyen du Secteur de l'éducation tirera son mandat du Conseil académique mais, par la force des choses, il tirera sa légitimité de notre obligation à l'endroit des étudiants et de la société. C'est qu'il sera, non seulement le porte-parole du Secteur de l'éducation, mais le garant, auprès des étudiants, de l'engagement de l'UQAM en formation à l'enseignement.

Sur Internet :

www.unites.uqam.ca/instances/designation/Curriculum/turjeon_cv.html

Immigration, ethnicité, citoyenneté... quels enjeux?

Pourquoi le lien social menace-t-il maintenant de se rompre dans l'espace canadien et québécois? Quels sont les obstacles à la résolution des rapports de force induits par la diversité et le pluralisme social? Comment redéfinir la citoyenneté de manière à articuler les exigences du pluralisme et de la recomposition du lien social? Ce sont là les trois questions générales qui animent les travaux du Centre de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté (CRIEC)¹. Ce Centre, qui regroupe des chercheurs de l'UQAM et de l'Université Concordia², mène présentement de front quatre projets de recherche.

Problématique générale

Comme l'explique la directrice du Centre et professeure au département de sociologie, Mme Micheline Labelle, les chercheurs du CRIEC, opérant à partir d'une conception large de la citoyenneté, s'intéressent aux défis que posent aujourd'hui l'immigration, l'ethnicité et les relations entre groupes nationaux et ethnoculturels différents au sein des sociétés modernes. « Nos recherches, souligne Mme Labelle, sont maintenant davantage axées sur des questions politiques comme celles du rapport entre nationalisme et citoyenneté, de la construction sociale des identités des minorités,



Quelques-uns des membres du CRIEC, à l'avant-plan, François Dépelteau, chercheur postdoctoral, Édith Garneau, étudiante au doctorat, Yolande Frenette, coordonnatrice, Micheline Labelle, directrice du CRIEC. À l'arrière-plan, Azzeddine Nahraoui, étudiant de doctorat et Jean-Marc Fontan, professeur-chercheur.

ou encore des politiques publiques de gestion de la diversité. Ainsi, les rapports interethniques, en particulier depuis le référendum de 1995, sont beaucoup plus marqués par la question nationale québécoise, et les groupes ethnoculturels sont appelés à se positionner idéologiquement et politiquement ».

Le débat public

Selon les chercheurs du CRIEC, le débat public semble articuler ac-

tuellement les enjeux de la citoyenneté autour de deux tendances de fond. Il y a d'abord l'inscription de la culture politique canadienne dans la mouvance des droits individuels. Sous l'effet de la primauté des droits individuels, les victimes d'exclusion et de discrimination développent des revendications particularistes qui tablent sur l'ethnicité, la religion, le genre ou la culture, suggèrent de nouvelles manières de constituer le lien social et même proposent des formes de ci-

toyenneté concurrentes au régime en vigueur. L'autre tendance est reliée aux questions controversées de l'immigration et de la diversité ethnoculturelle auxquelles s'ajoute la problématique de la latitude politique qu'il convient d'accorder aux revendications des minorités nationales qui ont la citoyenneté, mais qui en récusent les termes ou qui cherchent à en modifier les paramètres. Ainsi, les nationalistes québécois, les Premières nations et les partitionnistes anglophones du Québec sont des exemples éloquentes de cette problématique.

Les recherches en cours

Les projets de recherche du CRIEC (analyse de discours et enquête-terrain auprès d'acteurs sociaux) portent sur les problématiques suivantes : 1) *Citoyenneté et pluriethnicité en milieu urbain; le cas du Québec* : représentations de la citoyenneté, sentiment d'appartenance, incorporation des minorités dans la société québécoise, etc.; 2) *Incorporation citoyenne ou exclusion? La deuxième génération issue de la nouvelle immigration* : comment ces jeunes, socialisés dans le cadre de la Loi 101, s'identifient et se représentent la citoyenneté et l'appartenance à la communauté politique québécoise? 3) *Femmes, nations et citoyenneté* : évaluation de l'impact de l'élargissement

de la citoyenneté à la catégorie femme; 4) *Immigration et espaces locaux; convergence et non convergence de citoyennetés* : analyse du processus d'intégration socio-économique des immigrants établis dans trois régions du Québec.

1 Depuis 1997, le CRIEC remplace l'ancien Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme (CRRIR). L'équipe originale s'est reconstituée et a accueilli de nouveaux chercheurs. Le nouveau nom du Centre se veut le reflet de ces transformations internes.

2 Les chercheurs de l'UQAM sont : Micheline Labelle (sociologie), directrice du CRIEC, Micheline De Séve (science politique) également directrice de l'IREF, Jean-Marc Fontan (sociologie), André Jacob (travail social) et Ernst Jouthe (travail social). S'ajoute, enfin, Daniel Salée (science politique) de l'Université Concordia. Le CRIEC comprend également une douzaine d'étudiants des cycles supérieurs et un chercheur postdoctoral. À noter que l'équipe est subventionnée par le FCAR.

Une étudiante déléguée à Genève

Josée Lalonde, étudiante à l'UQAM en études littéraires, s'est rendue récemment à Genève pour participer au *Grand Rassemblement de la Jeunesse Francophone*, un événement qui a réuni une centaine de jeunes provenant des 52 États et gouvernements membres de la Francophonie. Pendant deux jours, les participants venus des quatre coins du globe et âgés de 18 à 25 ans ont débattu ensemble de leurs attentes, de leurs projets et de leurs aspirations au sein de la Francophonie. Puis, à l'occasion de la Journée mondiale de la Francophonie, les lauréats ont présenté les résultats de leurs travaux à M. Boutros Boutros-Ghali, le secrétaire général de



l'Organisation Internationale de la Francophonie.

AGENDA UQAM 1999 2000

Cela s'annonce clairement...

RÉMI PLOURDE
PUBLICITÉ: 987-4043

Service de l'information interne

Convaincu d'être

bien assuré?



Mieux assuré

Avec votre régime de groupe à La Sécurité

Aucune augmentation de prime en cas d'accident non responsable • Responsabilité civile jusqu'à 5 millions \$
• Valeur à neuf * • Antidémarrage gratuit * et rabais sur l'assurance contre le vol • Responsabilité civile pour véhicules loués à court terme • Rabais pour deux véhicules et plus • Rabais exclusifs pour votre groupe • Rabais pour les 55 ans et plus • Assurance pour les véhicules commerciaux • et plus encore.

Nouvelle tarification pour les 16 - 24 ans!

Appelez :

Montréal : (514) 281-8121 • Québec : (418) 835-6806
Sans frais : 1 800 363-6344

* Certaines conditions s'appliquent.

Université
du Québec
à Montréal



La Sécurité,
assurances générales

PREMIER EN ASSURANCE DE GROUPE

Modification du PAFARC

Le volet création du Programme d'aide financière à la recherche et à la création (PAFARC) de l'UQAM axera désormais ses appuis sur la création de nouvelles œuvres ainsi que sur l'expérimentation, et ce afin de permettre que les fonds soient directement utilisés dans des activités qui enrichiront la pratique et les réalisations des artistes-professeurs. Tel est le sens de la modification que l'Université vient de lui apporter.

Enjeu de la réforme

Rappelons tout d'abord que le PAFARC poursuit deux grands objectifs : soutenir les efforts des professeurs dans leurs démarches de financement externe; financer des activités de recherche et de création spécifiques à la mission de l'UQAM et pour lesquelles il n'existe pas suffisamment de sources de fonds externes. En matière d'aide financière à la création, le programme initial était construit en deux volets : soutien à la production d'une œuvre (son élaboration, ce qui pouvait inclure quelques frais liés à sa première présentation) et soutien à la diffusion (première diffusion ou quelques reprises subséquentes).

La présente réforme² vise, d'une part, à optimiser l'aide qu'apporte le programme aux étapes d'expérimentation ainsi que de production (ou matérialisation de l'œuvre), antérieures à sa présentation publique et, d'autre part, à cesser toute aide à la diffusion. Ainsi, le financement des présentations publiques incombera désormais à l'organisme diffuseur qui pourra, conjointement avec l'artiste si nécessaire, présenter des demandes de financement auprès des organismes externes dédiés au soutien aux arts. Par ailleurs, le programme, qui cesse d'être

divisé en deux volets distincts, acceptera, dans un continuum, des projets d'expérimentation ou de création d'une œuvre en une demande unique ou bien en deux étapes, selon l'état d'avancement du projet de l'artiste au moment du dépôt de la demande.

Le nouveau programme veut plus que jamais aider à un rayonnement accru des artistes-professeurs. Toutefois, dans un contexte financier de plus en plus contraignant, on estime que le programme sera plus utile en appuyant la production de nouvelles œuvres et les expérimentations fécondes. Et cela d'autant plus que l'organisme diffuseur a toute possibilité de financer la présentation publique des œuvres.

Justification de la réforme

De nombreux facteurs justifient les changements apportés au PAFARC. Au cours des dernières années, outre les demandes d'aide à la création et à la diffusion, des propositions d'une autre nature étaient devenues plus fréquentes, soit les projets d'expérimentation ou d'exploration de pratiques artistiques, jugés d'ailleurs extrêmement prometteurs par le jury d'évaluation. Les projets d'aide à la diffusion soulevaient également des hésitations. Le jury doutait de l'effet-levier que les modestes fonds internes pouvaient avoir sur le coût d'une production professionnelle et préféreraient donc, en situation de compétition, favoriser une demande d'aide à un projet de création. Sur le plan du financement externe, tandis que les organismes de diffusion ont accès à un réseau de ressources qui leur est réservé, les artistes universitaires éprouvent des difficultés à obtenir un financement pour la création. Enfin, le Conseil des arts du Canada a abandonné depuis plusieurs années

son programme « exploration », permettant à un artiste de sortir des sentiers battus de sa discipline et d'expérimenter de nouvelles approches.

Le prochain concours du PAFARC clôturera, comme à l'habitude, le premier vendredi de mai, soit le 7 mai 1999.

- 1 Le PAFARC est conçu comme un outil de développement des fonctions de recherche, de création et de formation supérieure dans l'Université. Il a pour objet de servir de levier pour les chercheurs de l'UQAM regroupés au sein de départements, d'équipes et de centres de recherche, tant sur le plan de l'organisation des activités de recherche que sur le plan de leur financement.
- 2 Signalons que quelques grandes constantes ont été réaffirmées dans ce nouveau programme : la nécessité du soutien aux nouveaux professeurs, l'implication des étudiants dans les projets, l'importance du soutien aux projets interdisciplinaires, souvent difficiles à financer à l'externe.

VITE LU

Formation en environnement

Un colloque sur la formation en sciences de l'environnement, ses défis et ses enjeux, aura lieu le 15 avril au pavillon Président-Kennedy (local PK-3210), de 9 h à 16 h 30. Organisé dans le cadre du 25^e anniversaire de la maîtrise en sciences de l'environnement, le colloque vise à susciter une réflexion autour de la formation universitaire de second cycle, de la reconnaissance professionnelle et de la formation continue en environnement.

Cycles supérieurs

De nouvelles bourses

Le Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR) et le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) viennent de créer un nouveau programme de bourses de recherche « en milieu de pratique » destiné aux étudiants de cycles supérieurs. La valeur des bourses de maîtrise et de doctorat est de 13 000 \$ par année auxquels doivent s'ajouter, de la part de l'organisme d'accueil, un supplément minimal de 60 % de la valeur annuelle de la bourse Fonds FCAR-MEQ. Cependant, les étudiants à la maîtrise ne peuvent recevoir une bourse que pour la partie « recherche » de leur programme d'études.

Objectifs du programme

Le programme de bourses de recherche en milieu de pratique (BMP) vise quatre grands objectifs : 1) encourager la formation d'une main-d'œuvre de haut niveau dans les secteurs jugés prioritaires pour le Québec, tant sur les plans économique, technologique, social que culturel; 2) faciliter l'insertion des diplômés dans le marché du travail, en particulier dans les secteurs où le recrutement de personnel s'avère difficile; 3) favoriser la création de réseaux de collaboration entre les universités, les entreprises et les organismes; 4) accroître le transfert des connaissances et des compétences aux entreprises et aux organismes.

On entend par « milieu de pratique » ou « organisme d'accueil » les organismes privés ou publics provenant de tous les secteurs de l'activité économique, sociale et culturelle, comme celui des technologies de pointe, et répondant aux objectifs et aux

exigences du programme. Toutefois, une priorité sera accordée aux entreprises ou organismes québécois oeuvrant dans des secteurs de pointe et qui rencontrent des pénuries de main-d'œuvre hautement qualifiée. Une liste d'organismes potentiellement intéressés à accueillir des étudiants de maîtrise et de doctorat est accessible sur le site Internet du Fonds FCAR. Cette liste n'est pas exhaustive puisque des partenariats avec d'autres organismes peuvent aussi être établis.

Démarche à suivre

Les étudiants devront réaliser leurs travaux de recherche sous la direction d'un chercheur universitaire (« directeur de recherche ») et être encadrés par un praticien de l'organisme d'accueil (« superviseur »). Avec l'aide de leur directeur de recherche, ils devront effectuer leurs démarches auprès d'un éventuel organisme ou d'une entreprise afin d'obtenir une confirmation de leur acceptation au sein de ces derniers, ainsi que de la contribution financière et du type d'encadrement qui leur seront offerts. Une fois cet engagement obtenu, les candidats doivent faire une demande de bourse au Fonds FCAR. La date limite de présentation des demandes est le 30 septembre 1999. On peut se procurer un formulaire de demande FCAR-BMP au Service de l'aide financière et bourses d'excellence de l'Université situé au pavillon DeSève (local DS-R305).

Sur Internet :
<http://www.fcqr.qc.ca/metud.html>

PARCÀM

NOUVEAU



Stationnement Christin

Pavillon J.-A.-De Sève

30 minutes	2,00\$
Journée	7,00\$ à partir de 6h00
Soirée	6,00\$ à partir de 17h00
Week-end	6,00\$ par jour
Dix (10) entrées	65,00\$

Entrée rue Christin via rue Saint-Denis

Les Entreprises Auxiliaires de l'UQAM, pour vous sur VOTRE campus.

Bouger pour réussir

...Pologne (suite de la page 1)

projets de recherche et de publications conjointes, s'est avéré fertile sur le plan des retombées. À titre d'exemple, dans sa phase initiale, il aura permis de former 34 jeunes enseignants polonais, dont la moitié sont venus étudier à l'École des sciences de la gestion. Puis, 52 professeurs provenant de 19 universités canadiennes, dont l'UQAM, se sont rendus en Pologne pour y donner des cours intensifs en gestion. De plus, un centre canadien d'informatique et de gestion a vu le jour à la WSE, ainsi qu'un programme canadien de MBA pour cadres, lequel a été mis en place au cours de la période 1995-1998, à la demande même des autorités polonaises.

À noter que ce programme a été spécifiquement mentionné comme l'un des meilleurs du genre offerts en Pologne dans un article paru récemment dans la prestigieuse revue *The*

Economist Intelligence Unit, une preuve de succès dont ne peut que se réjouir M. Librowicz. Enfin, s'ajoutent à ce bilan positif, les résultats d'une enquête menée en Pologne auprès des diplômés de ce programme qui révèlent que la majorité d'entre eux occupent des postes de responsabilité importants et disposent d'un salaire annuel qui, selon les cas, est de 5 à 20 fois supérieur au salaire annuel moyen.

Prochaine étape : viser l'autonomie

« Le protocole qui vient d'être signé porte en fait sur la continuité du projet après la fin du financement qui est prévue en 2001 », d'expliquer M. Librowicz. La coopération, en ce qui a trait au programme de MBA, se poursuivra, de souligner ce dernier, mais sur une base strictement commerciale, en s'appuyant sur les frais de scolarité et la recherche de d'autres sources de

financement. Par ailleurs, bien que les parties songent à étendre leur collaboration hors du champ de la formation, elles n'évacuent pas pour autant la pertinence de mettre sur pied d'autres programmes, cette fois conçus spécifiquement pour les secteurs bancaire et financiers. Bref, une coopération qui risque de fêter un jour ses vingt ans, tant les projets sont nombreux!

1 La Warsaw School of Economics est l'une des plus importantes écoles d'économie en Europe de l'Est.

2 L'Université Carleton, qui a été associée à la première phase du projet (1991-1995), ainsi que l'Université de Calgary, qui y participe depuis 1995, figurent parmi les partenaires de l'UQAM, de même que le Consortium canadien des écoles de gestion.

...ESG (suite de la page 1)

programmes de premier cycle, de vicedoyen de la famille des sciences de la gestion et de directeur du regroupement Organisation et ressources humaines. À l'externe, M. Ducharme a développé des contacts étroits avec des corporations professionnelles, la fonction publique fédérale et provinciale, des agences internationales, le réseau des universités canadiennes, l'Institut des banquiers canadiens, la Chambre de commerce de Montréal et certains ministères québécois.

Quels sont les projets du futur doyen? « Il faut maintenant livrer la marchandise, explique M. Ducharme. Ma priorité va à l'externe, c'est sûr. Mais à très court terme, il faut, à l'interne, consolider les projets mis en

marche par la directrice des études Mme Carole Lamoureux, comme le rattachement des programmes à l'École plutôt qu'aux départements et la modification de la structure interne, en transformant le département des sciences administratives en trois départements. L'École regroupera donc six départements sous peu. »

Coup d'oeil sur les résultats du vote

Le scrutin s'est effectué par le biais du système de votation téléphonique VOTEL. Les résultats, compilés sur le site Web du Secrétariat des instances (voir ci-dessous), montrent que le professeur Ducharme a reçu l'appui de 63 des 87 professeurs qui se sont exprimés. Dans les autres catégories, on compte 23 votes positifs sur 26,

chez les chargés de cours; 29 sur 37, du côté des employés de soutien et trois sur trois chez les étudiants. Toutes catégories confondues, M. Ducharme récolte 118 votes d'appuis sur 153. Le candidat franchit donc aisément la barre des majorités requises, soit celle du corps professoral (72, 4 %) et celle du vote global pondéré, selon l'indice applicable à chaque catégorie (77, 5 %).

Sur Internet :

<http://www.unites.uqam.ca/instances/>

Pour la compilation des résultats, cliquez sur : Procédures de désignation

Bourse d'excellence

...Budget (suite de la page 1)

de aux universités, la part octroyée à l'UQAM s'élève à 18,8 M \$, assortie de l'obligation de présenter un plan de redressement sur quatre ans. Or, si ces crédits ponctuels contribueront à diminuer le déficit accumulé, ainsi que le coût du service de la dette, ils ne règlent en rien le sous-financement chronique de l'Université. Aussi, la rectrice s'est-elle engagée à revenir à la charge auprès du MEQ quant au redressement de la base de financement de l'UQAM et aux demandes d'ajustement pour la prise en charge des nouveaux bâtiments. Une démarche que le Comité du CA chargé d'examiner de nouvelles avenues budgétaires, on s'en rappellera, avait jugée incontournable.

Psychologie

Mme Annick Lebeau
Construction d'une banque d'items de comportements adaptatifs pour fin d'évaluation de la programmation chez les enfants âgés de 0 à 6 ans.
Direction de recherche:
M. Paul Maurice
Le 26 mars 1999.

Mme Francine Sinclair
Analyse sociogénétique des modes d'adaptation des jeunes enfants en groupe de pairs.
Direction de recherche:
M. Fred Strayer
Le 9 avril 1999.

Sciences des religions

M. Lomer Pilote
Explication de l'efficacité des A.A. par l'utilisation de structures mythico-rituelles.
Direction de recherche:
M. Jacques Pierre
Le 8 avril 1999.

Sociologie

Mme Maria-Lourdes Rodriguez
Les fils tenus du sens. Narration et soutiens socioculturels dans la constitution d'une position subjective face à l'expérience psychotique.
Direction de recherche:
Mme Isabelle Lasvergnas
Mme Ellen Corin (McGill)
Le 8 avril 1999.

Sur Internet :

www.unites.uqam.ca/sirp/rectrice/action/budget



Le Centre sportif et le département de kinanthropologie offriront en septembre prochain le nouveau cours KIN 1001 *Activité physique et réussite académique*. Améliorer la capacité d'étude de l'étudiant, tel est l'objectif de ce cours considéré comme libre qui, s'adressant à tous les étudiants, de tous les secteurs, n'est rattaché à aucun département. Une approche réflexive conjuguée à des mises en situation multiples faisant intervenir l'activité physique permettront à l'étudiant de développer une plus grande maîtrise de soi ainsi qu'une meilleure capacité de concentration et de gestion du temps et du stress; ceci tout en intégrant dans sa vie quotidienne des ha-

bitudes reliées à la pratique de l'activité physique, en vue d'un équilibre global de la santé.

On aperçoit sur la photo les artisans de ce nouveau cours. Dans l'ordre habituel, Jean-Yves Groulx, animateur, activités d'apprentissage au Centre sportif, Danielle Laroque, chargée de cours au département de kinanthropologie et responsable du projet, et Gilles Harvey, professeur au même département et directeur du module d'éducation physique. Pour de plus amples informations, contactez votre module ou le Centre sportif au 987-7678.



Dans le cadre de son programme de bourses universitaires de 2^e cycle, l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec a octroyé récemment une bourse d'excellence de 5 000 \$ à M. Hamid Haffaf, CMA, candidat à la maîtrise en sciences comptables. On aperçoit ici le lau-

réat, entouré de Mme Anne Fortin, directrice de la maîtrise en sciences comptables à l'UQAM, et de Mme Manon Cléroux, CMA, directrice de la formation et de la qualité à l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec.

Les Cours du samedi

50 ans à promouvoir les arts visuels

Les 16 et 17 avril, sur la Grande Place du pavillon Judith-Jasmin, se tiendra une exposition présentant une centaine de travaux en arts visuels réalisés par des artistes en herbe de tous âges. L'événement, organisé par les Cours du samedi de l'UQAM, regroupera une diversité d'oeuvres allant de dessins, peintures et procédés mixtes (adultes) à des marionnettes ou modelages (enfants) en passant par des dessins-peintures (adolescents). « Les travaux sont regroupés sous le thème de *Passages* : d'un médium à l'autre, d'une technique à l'autre, d'un état émotif à un autre, et d'un groupe d'âge à l'autre », de préciser Nathalie Noël, l'une des membres de l'organisme.

Un demi-siècle d'histoire

Pour qui ne connaît pas les Cours du samedi, il s'agit d'un organisme sans but lucratif qui offre aux membres de la communauté universitaire ainsi qu'à leurs enfants des ateliers hebdomadaires en arts visuels. Si l'organisme oeuvre au sein de l'Université depuis 1969, son origine remonte aussi loin qu'en 1948. À cette époque, de souligner Mme Noël, *Les cours du samedi pour les jeunes* étaient offerts à l'École des Beaux-Arts de Montréal. « Les centres de loisirs, la Ville de Montréal ou les musées n'offraient pas alors aux jeunes des ateliers d'éveil artistique. Les cours répondaient donc à un énorme besoin : en 1961, plus de 600 élèves y étaient inscrits et pas moins de 400 jeunes figuraient sur la liste d'attente! ».

De multiples objectifs

Depuis lors, les Cours du samedi ont connu maintes transformations. Récemment agréé comme une asso-



On aperçoit, à gauche, la fondatrice des Cours du samedi, Mme Irène Senécal, en compagnie de jeunes artistes en herbe, à l'époque où les ateliers d'éveil artistique étaient offerts à l'École des Beaux-Arts de Montréal. À noter que l'organisme, créé en 1948, oeuvre maintenant à l'UQAM, et ce, depuis la fondation de l'Université.

ciation étudiante en vertu de la politique institutionnelle, l'organisme a dorénavant un personnel enseignant majoritairement composé de diplômés ou d'étudiants du baccalauréat en enseignement des arts de l'UQAM. « Un de nos objectifs, de préciser Mme Noël, consiste à leur procurer une expérience de travail qui leur permettra de développer une manière originale et personnelle d'enseigner. Par ailleurs, notre mission ne vise pas à former des artistes professionnels, mais à initier les jeunes et les adultes au travail d'atelier, dans une ambiance décontractée, sans pression sur les résultats, avec le simple désir de promouvoir les arts visuels ».

L'art dehors

Outre les ateliers offerts à l'année, les Cours du samedi organisent depuis

bientôt dix ans les « Camps de l'art dehors ». Ces camps d'été en arts visuels, destinés aux jeunes de 7 à 15 ans, visent à leur faire prendre contact avec l'art contemporain en conjuguant le travail d'atelier (dessin, peinture, gravure, modelage, etc.), les sorties culturelles (visites d'ateliers d'artistes, de musées, de galeries, etc.) et le montage d'une exposition (chaque vendredi). Les camps 1999 se dérouleront du 28 juin au 20 août, du lundi au vendredi, de 9 h à 16 h, au coût de 105 \$ par enfant, par semaine. De plus, un service de garde sera offert gratuitement en début et en fin de journée. À noter qu'une période d'inscription et d'information téléphonique aura lieu du 4 au 7 mai, de 9 h à 12 h, au 987-3453.

Les étudiants s'exposent!

Au Centre de design

Du 22 avril au 2 mai prochains, le Centre de design présente une exposition réunissant les travaux de fin d'études des étudiants du programme de design de l'environnement. Le vernissage aura lieu le mercredi 21 avril. Par ailleurs, du 6 au 16 mai, ce sera au tour des étudiants du programme de design graphique de présenter leurs travaux. Le vernissage est prévu pour le mercredi 5 mai à 18 h.

Le Centre de design, situé au 1440, rue Sanguinet, coin Sainte-Catherine (Métro Berri-UQAM), est ouvert du mercredi au dimanche, de midi à 18 h. L'entrée est libre. Renseignements: 987-3000, poste 3395.

À la Galerie de l'UQAM

La Galerie de l'UQAM présentera du 23 avril au 2 mai, deux expo-



sitions qui regrouperont les travaux réalisés par les finissants du baccalauréat en arts visuels. La première, intitulée *Printemps Plein temps 1999* et organisée en collaboration avec le module d'arts visuels, permettra à la fois de saisir les principales orientations menées par les futurs bacheliers en arts visuels, et d'observer les premiers éléments artistiques de la relève.

Quant à la seconde exposition, *Translation*, elle comprendra des oeuvres axées sur les nouvelles technologies.

La Galerie de l'UQAM est située à la salle J-R120 et sera exceptionnellement ouverte au public tous les jours de 12 h à 18 h. Pour informations : 987-8421.

Concours d'architecture

Trois diplômés lauréats

Trois diplômés de l'UQAM, qui avaient participé au concours d'architecture franco-québécois *OPÉRATION [INTERFACE]*, sont les lauréats choisis par un jury désigné par l'organisme de diffusion architecturale ZONE architecture de Montréal. Il s'agit de René-Luc Desjardins, designer-architecte, Régine Lafata et Francis Novak, designers, tous de Montréal. Cette équipe avait offert sa prestation dans le cadre de l'exposition *Montréal-Paris 24h/24* tenue dernièrement au Centre de design de l'UQAM. Au total, 11 équipes québécoises et six équipes françaises avaient présenté des oeuvres lors de cette exposition.

L'équipe québécoise se voit ainsi confier la réalisation du « musée éphémère » qui se retrouvera dans deux lieux de diffusion, soit le Centre canadien d'architecture (CCA) à Montréal et l'Institut français d'architecture (IFA) à Paris. Ce « musée », à la fois réel et virtuel, sera ouvert au public simultanément au CCA (salle

Sottsass) et à l'IFA (salle Jacques Callot). C'est l'exposition *Montréal-Paris 24h/24*, hébergée sur le même site, qui transmettra les oeuvres vers les espaces d'exposition du CCA et de l'IFA. Le « musée éphémère », parisien et montréalais donc, sera fait de regards photographiques croisés sur les deux métropoles: reportages photographiques en direct, renouvelés quotidiennement, autour de thématiques architecturales et urbaines

Cet événement, qui se tient dans le cadre du « Printemps du Québec en France, 1999 », jusqu'au 24 juin, a pour but de promouvoir l'architecture contemporaine québécoise et française à l'échelle internationale, et ce par l'entremise de nouveaux outils de diffusion.

Sur Internet :

<http://www.operationinterface.org>



Jean-Claude Robert, directeur du département d'histoire

« Parce que l'histoire continue demain,

nous devons penser aujourd'hui aux prochaines générations d'étudiants qui choisiront l'UQAM. Faire un don planifié, c'est leur apporter un soutien durable. C'est participer à l'avenir de ces étudiants et au nôtre. »

Renseignements :

Danielle Dagenais-Pérusse
Téléphone : (514) 987-3000, poste 3094
Courriel : dagenais-perusse.danielle@uqam.ca



Bâtir

la tradition

UQAM

LA FONDATION

ELEVATION AVANT